

L'enjeu : intervenir sur le partage de plus en plus inégalitaire de la richesse produite

Stéphanie Treillet

Économiste, Fondation Copernic

Nous sommes interrogés sur la nature de la crise que nous rencontrons depuis 2007-2008 et dans laquelle évidemment—ça ne fait de doute pour personne ici—nous sommes toujours. Cette crise, qui est évidemment une crise financière, une crise économique, et qui, en même temps, est multidimensionnelle (politique, écologique... on a parlé tout à l'heure de crise de civilisation), présente-t-elle les caractéristiques d'une crise du régime d'accumulation du capitalisme financiarisé? Quelles sont les voies de sortie de crise que se proposent les dirigeants de ce capitalisme—que ce soient les dirigeants économiques ou les dirigeants politiques—? Et quelles sont, de notre côté, du côté des mouvements sociaux, du côté des peuples, les voies possibles d'une émancipation rompant avec ce qu'on nous propose et ce qu'on nous impose?

C'est un programme évidemment assez vaste! Et je vais essayer de le restreindre un petit peu en essayant d'ouvrir des pistes de réflexion sur ce qui, dans cette crise, marque des éléments de continuité évidents avec la période que nous venons de traverser—que j'appellerai «la phase néolibérale du capitalisme contemporain»—, celle qui a commencé au début des années 1980 avec toutes les caractéristiques que l'on connaît (déréglementation, privatisation, remise en cause d'un certain nombre d'acquis sociaux). En quoi cette crise marque-t-elle l'aboutissement, la cristallisation de tendances qui se sont affirmées au cours de ces précédentes décennies? Et, en même temps, en quoi est-ce qu'elle ouvre peut-être—même si nous ne sommes pas forcément en

mesure d'apporter pour l'instant des réponses catégoriques—de nouvelles contradictions du capitalisme et de nouvelles voies pour en sortir? En quoi est-ce qu'elle marque un tournant dans le fonctionnement de l'économie mondiale?

On pourrait dire en premier lieu qu'il s'agit de la première grande crise du capitalisme mondialisé.

En effet, si on regarde les grandes crises qui ont jalonné les deux siècles de l'histoire du capitalisme—je ne parle pas des crises sectorielles, plus limitées géographiquement, même si elles étaient très graves également—on s'aperçoit qu'au sens strict, c'est la première crise véritablement mondiale. La grande crise de la fin du XIX^e siècle, comme la crise des années 1930, sont intervenues dans un monde où une partie de la planète était encore sous domination coloniale. Il n'était donc pas possible de parler véritablement de crise pour des économies qui n'avaient pas d'évolution indépendante des puissances impérialistes dominantes. Et, en ce qui concerne la crise des années 1930, on sait que pour les grands pays d'Amérique latine, l'effondrement des relations économiques internationales a ouvert des opportunités de stratégies d'industrialisation autocentrée avec, bien sûr, toute une série de contradictions. On peut se demander aujourd'hui s'il est possible de faire le parallèle et si la crise actuelle ouvrirait des voies analogues—avec évidemment plusieurs voies possibles, plus ou moins progressistes.

Lors de cette crise des années 1930, évidemment, l'URSS n'est pas concernée de la même façon par la crise des économies capitalistes.

La grande crise des années 1970, qui a marqué la fin de ce qu'on appelle en France «les trente glorieuses», a, elle, eu un impact plus grand puisqu'il y a eu notamment la crise de la dette des pays du Sud, qui s'est ouverte en 1980; mais là encore, il y avait les pays du bloc soviétique dont la crise avait une dynamique propre, endogène, et qui n'était donc pas concernée de la même façon par cette crise du capitalisme.

Aujourd'hui, en revanche, les rapports de production capitalistes concernent presque toute la planète. Et on a donc bien la première crise de ce capitalisme mondialisé dont les modes de déclenchement, les caractéristiques, marquent l'aboutissement de ce qu'ont été ses mécanismes de fonctionnement au cours des trois décennies écoulées.

Quels sont ces mécanismes de fonctionnement? Nous les connaissons!

C'est évidemment une mise en concurrence généralisée, sur la planète entière, de l'ensemble des peuples, de l'ensemble des salariés, de l'ensemble des systèmes sociaux. Il ne s'agit pas d'un rouleau compresseur ou d'une tendance qui est achevée. Je parle ici de tendances qui sont à l'œuvre et qui, fort heureusement, rencontrent des obstacles et des résistances. Néanmoins, il y a bien une tendance affirmée à cette mise en concurrence généralisée de la force

de travail de tous les peuples, à l'échelle de la planète, qui aboutit à l'évolution du partage des richesses que nous connaissons : une formidable captation de la richesse produite par une minorité toujours plus étroite. Et ceci, à la fois au plan international et à l'intérieur de chaque société.

Peut-on dire que les inégalités internationales augmentent, si on considère le revenu par tête de chacune des économies nationales—ce qui est tout à fait abusif bien sûr, car ce n'est qu'une moyenne qui a très peu de signification pour la plupart des pays ? Il est difficile de répondre à cette question. En effet on peut être sûr d'une chose : l'écart, ou plutôt le fossé, entre le revenu par tête des sociétés des pays les plus pauvres et des sociétés des pays les plus riches ne fait que se creuser. En revanche le groupe de ce qui constitue les pays les plus riches, lui, se modifie, et on le voit bien avec la constitution du G 20 qui s'est ajouté au G 8. En outre, la croissance du revenu moyen d'un certain nombre de pays qu'on a pris l'habitude d'appeler « émergents »—même si ce terme est tout à fait insatisfaisant—va constituer un bouleversement considérable.

Pour autant, ces potentialités n'infirmen en rien le jugement qu'on peut être amené à porter sur cette formidable croissance des inégalités mondiales.

Et, bien évidemment, à l'intérieur de chacune des sociétés, qu'il s'agisse du Nord ou qu'il s'agisse du Sud, ce qu'on observe, c'est une considérable aggravation du taux d'exploitation des travailleurs ; c'est un formidable déplacement de la richesse produite, de plus en plus concentrée entre les mains du capital.

C'est une idée sur laquelle je voudrais insister—et c'est d'ailleurs ce que nous avons fait, collectivement, quand nous avons lutté contre cette contre-réforme des retraites pendant plusieurs mois en France : s'il est fondamental d'envisager une refonte radicale des mécanismes de redistribution des revenus, et notamment une fiscalité plus progressive—cela vient fort heureusement dans le débat public, aujourd'hui—, cela ne doit pas occulter la nécessité d'intervenir, d'abord et avant tout, à la racine de ce partage de plus en plus inégalitaire de la richesse produite : c'est-à-dire au niveau du partage entre salaires et profits, avant même toute redistribution. Cela touche au problème du salaire, du temps de travail ; cela touche au problème de la protection sociale, du salaire socialisé : ce qui a fait l'objet, en tout cas dans les pays industrialisés, de l'essentiel des résistances sociales de ces dernières années.

Deuxième caractéristique ayant abouti à la crise : une contradiction intrinsèque, et à ce jour non résolue, de ce capitalisme mondialisé : cette perpétuelle guerre commerciale, cette perpétuelle recherche d'une demande suffisante pour toutes ces marchandises produites de façon effrénée. C'est une contradiction qui n'a aucune chance d'être résolue dans le cadre du système actuel, puisque la formidable croissance des profits des entreprises qu'on a pu observer au cours de ces dernières années n'a pu avoir lieu qu'en faisant sans cesse

pression sur les revenus et le pouvoir d'achat de la majorité de la population. En disant cela, je ne nie pas que la richesse elle-même besoin d'être redéfinie, repensée fondamentalement.

Sur ce point il faut prendre garde à éviter les faux débats: il ne s'agit pas d'opposer ceux qui mettraient en avant des revendications, des objectifs de lutte quantitatifs, du type augmentation des salaires, emploi, réduction du temps de travail, et d'autres qui, ayant pris la mesure d'une refondation nécessaire à l'œuvre, mettraient en avant les aspects du sens, du contenu, les aspects civilisationnels, la transformation qualitative de la société: les deux sont étroitement liés, dans la mesure où la question fondamentale qui nous est posée, c'est «comment arriver à ces transformations?», et donc «comment se construit le rapport de force pour faire la jonction entre les deux?».

On observe donc sur le plan de la répartition des revenus une contradiction insoluble qui a abouti à la crise que l'on connaît. Car les fameuses *subprimes* à l'origine du déclenchement de la crise, ces créances douteuses qui ont été consenties à la fraction de la population américaine la plus pauvre, ne sont que la partie émergée d'un gigantesque phénomène d'endettement de tous les salariés, de tous les ménages aux États-Unis, endettement qui était la condition pour qu'ils puissent continuer à consommer en l'absence d'une progression du revenu de leur travail.

Cette recherche de débouchés pour les marchandises produites a abouti à cet endettement généralisé. Quand on y réfléchit, on peut donc se dire que, pendant plus de vingt ans, la croissance mondiale, qui était tirée par la locomotive de la croissance des États-Unis, a reposé sur des bases sacrément fragiles! Car cette croissance mondiale était elle-même tirée par la poursuite de la consommation malgré tout: malgré le chômage, malgré l'augmentation de la pauvreté, malgré l'absence de sécurité sociale de la population américaine. Et cette consommation américaine reposait sur cet endettement massif qui, lui-même, reposait sur les fameuses *subprimes*, l'endettement des plus pauvres.

Ce problème structurel de débouchés suscite donc, outre l'endettement, toute une série de solutions sous forme de fuite en avant: la guerre commerciale, la libéralisation des échanges et, bien entendu, la marchandisation généralisée de toutes les activités humaines, des services publics, de la protection sociale, etc., ce qui, là encore, a fait l'objet de luttes massives et multiformes.

L'Organisation mondiale du commerce est une pièce centrale de ce dispositif, puisqu'il s'agit de libéraliser, de supprimer toutes les entraves aux échanges commerciaux sur toute la planète. Aujourd'hui, la paralysie dans laquelle elle se trouve constitue, elle aussi, une fuite en avant. On voit se multiplier un petit peu partout des accords bilatéraux de libre-échange qui soumettent encore bien davantage les pays du Sud aux diktats de leurs partenaires commerciaux du Nord.

Dans ce contexte, la financiarisation que nous avons observée depuis une vingtaine ou une trentaine d'années et qui a abouti à la titrisation des fameux crédits *subprimes*, leur transformation en actifs que les banques se sont échangés avant tout pour s'en débarrasser, le développement des marchés de produits dérivés, la multiplication des innovations financières, de plus en plus opaques..., constitue l'aboutissement de ces tendances combinées et n'est en aucun cas une espèce d'épiphénomène ou la manifestation d'un dysfonctionnement du capitalisme contemporain.

Une question centrale est donc : est-ce que la sortie de crise qui est envisagée par les classes dominantes va essayer de résoudre tous ces problèmes d'une façon qu'on pourrait estimer rationnelle, y compris du point de vue des intérêts capitalistes, en essayant de venir à bout de toutes ces contradictions qui ont abouti à la crise, à savoir : relancer la demande par la consommation et la hausse du pouvoir d'achat, maîtriser la finance ? Il est très peu probable que ce sera le cas, on le voit d'ores et déjà.

Avant de se pencher sur cette question, je voudrais insister sur le fait qu'on ne peut pas examiner les tentatives de sortie de crise sans prendre en compte le fait qu'on assiste à un basculement des rapports de force mondiaux et à un déplacement de ce qui a été, depuis plus d'un siècle, le centre de l'accumulation capitaliste mondiale. Je veux parler du fait que l'ensemble des pays en développement, au-delà de leurs différences, ont été moins touchés par la crise que les pays du Centre, les États-Unis, l'Union européenne, et ont semblé récupérer plus vite (même si les populations de ces pays ont subi durement la crise). Je fais surtout allusion à la croissance des pays émergents (au premier rang desquels la Chine), qui, même si elle a connu une inflexion dans sa croissance, n'a pas connu de ralentissement durable.

Est-ce que cela marque un basculement ? Il est difficile de se prononcer sur ce point, pour deux raisons.

D'une part, parce dans les conditions économiques qui marquent les coordonnées de la sortie de crise perdure un équilibre contradictoire, à savoir cette interdépendance fondamentalement instable entre l'économie des États-Unis et celle de la Chine : la croissance de l'économie chinoise a besoin du débouché du marché des États-Unis pour maintenir l'exportation de ses entreprises ; dans le même temps, pour que l'économie des États-Unis ne s'effondre pas, elle a besoin que se maintienne le financement par les excédents financiers chinois notamment avec des fonds souverains, qui achètent des bons du Trésor en dollars. Cet équilibre instable entre ces deux capitalismes interdépendants, qui maintient de fait l'hégémonie des États-Unis, cette domination par un dollar faible, et qui conduit à la crise, semble pour l'instant reconduit, mais en étant porteur de la même instabilité.

Si un déplacement du lieu d'accumulation dans les pays émergents se confirmait, ce ne serait pas seulement un déplacement qui maintiendrait in-

changé le régime d'accumulation du capitalisme dans les mêmes modalités. On aurait véritablement un changement du paradigme de fonctionnement du capitalisme à peu près comparable à celui qu'on a eu après la crise des années 1930 ou à partir des années 1980. Ceci dit, nous sommes dans un entre-deux, une situation où les choses sont encore difficiles à caractériser. Plusieurs économistes ont pu évoquer un «découplage» à propos de la possibilité que la croissance mondiale soit désormais tirée par une croissance de la Chine et des pays émergents, qui ne dépendrait plus elle-même de celle des pays industrialisés, et notamment des États-Unis pour ses débouchés. On n'en est pas là. Ce découplage supposerait un recentrage assez considérable de la croissance de ces pays vers leur marché intérieur, donc une modification de la situation des salariés qui, pour l'instant, n'a pas eu lieu parce que, bien évidemment, l'obstacle est politique.

Ce qui signifie qu'une grande partie de ce qui va se jouer dans l'avenir dépend de la capacité des salariés, aussi bien ici dans les pays du Nord que dans le reste du monde et dans les pays émergents, à résister ensemble à l'entreprise du capitalisme néolibéral pour organiser la mise en concurrence. Des grèves, il y en a en Chine. Il y en a partout, dans toutes les zones où les délocalisations ont été organisées. Le retard est grand au niveau des mouvements sociaux, du mouvement syndical pour rattraper la longueur d'avance que le capital a prise dans cette organisation internationale des conditions d'exploitation. Mais une partie des enjeux se joue là. De ce point de vue, ce qui se passe en Amérique latine, le début de mise en place des bases d'une coopération, une organisation alternative à l'OMC, au FMI, est fondamental.

D'autre part parce le refus de maîtriser les marchés financiers est confirmé au sens où il constitue un des piliers du fonctionnement du capitalisme néolibéral, avec son corollaire, la répartition des revenus entre le travail et le capital, dont j'ai parlé précédemment. L'absolue liberté de circulation des mouvements de capitaux demeure intangible.

Par rapport à tout ce qui s'est passé dans les entreprises et qui a permis cette reprise de pouvoir par le capital depuis trente ans, les politiques macro-économiques, les politiques publiques, dans tous les pays concernés, ont joué un grand rôle pour en créer les conditions. Qu'il s'agisse des politiques déreglementant la finance, des politiques détricotant le droit du travail, des politiques monétaires, à aucun moment les États n'ont été pieds et poings liés par rapport au pouvoir de la finance, mais les gouvernements ont fait des choix politiques.

On assiste donc à une fuite en avant qui ne peut que creuser les contradictions antérieures et donner lieu à l'apparition de nouvelles contradictions, au premier rang desquelles, évidemment, la crise de l'endettement public et la crise de la zone euro dans les pays de l'Union européenne. Sur ce terrain, nous

avons également devant nous un défi majeur : une refondation de l'Europe à l'opposé de l'Europe néolibérale, et non pas une sortie de l'euro qui n'a rien d'une solution progressiste.

L'affrontement sur le partage des richesses n'est pas un affrontement technique, un affrontement économique ; c'est un affrontement politique. À partir de là, la question des conditions de vie, de la conquête d'espaces de gratuité, d'un accès à des biens et services qui ne passe pas forcément uniquement par des augmentations monétaires de salaire, toutes ces questions sont contenues dans la question centrale de la répartition du revenu, de la captation par une minorité des richesses produites. Une répartition différente des revenus peut se traduire en augmentation du salaire monétaire, du salaire direct, mais peut aussi se traduire en réduction du temps de travail, en amélioration de la protection sociale, en extension des services publics. Toutes les luttes qui ont eu lieu en France ces dernières années ne s'y sont pas trompées. Elles ont toujours porté sur la protection sociale, sur les services publics, avec la conscience que c'était là que se jouait l'affrontement. Et c'est aussi sur cette question que peut se jouer la redéfinition de «quoi produire?, comment produire?, et dans quelles conditions?»